



Conseil économique et social

Distr. limitée
9 février 2000
Français
Original: anglais

Commission du développement durable

Forum intergouvernemental sur les forêts

Quatrième session

New York, 31 janvier-11 février 2000

Point 7 de l'ordre du jour

Adoption du rapport du Forum sur les travaux de sa quatrième session

Projet de rapport

Suivi des progrès réalisés au niveau de la mise en oeuvre (élément de programme I.b)

Conclusions

1. Le Forum intergouvernemental sur les forêts a considéré que la collecte de données, le suivi, l'évaluation et l'établissement de rapports comportaient différents aspects, l'un d'entre eux concernant l'évaluation des progrès réalisés dans la mise en oeuvre de ses propositions d'action dans le cadre des lois, politiques, programmes et processus existants ou, s'il y a lieu, nouveaux. Un autre aspect concerne l'évaluation des tendances d'évolution de la gestion, de la conservation et de l'aménagement durable de tous les types de forêts ainsi que l'état des forêts, et les moyens d'utiliser au mieux les critères et indicateurs de gestion durable des forêts. Le Forum a aussi considéré que l'application nationale des critères et indicateurs et l'évaluation des progrès réalisés étaient influencées par les moyens et mécanismes disponibles, notamment les ressources financières et techniques. L'examen, le suivi et l'établissement de rapports sont surtout intéressants au niveau national. Il convient de faire des efforts pour que les données nationales soient publiées à temps et soient précises, comparables sur le plan international, transparentes et accessibles à toutes les parties intéressées.

2. La collecte, l'évaluation, le suivi, l'organisation, la communication et la diffusion des données peuvent nécessiter des moyens financiers et des capacités institutionnelles importants. Par conséquent, il convient de chercher à éviter les doubles emplois en utilisant, lorsqu'il y a lieu, les systèmes de communication existants des organisations et instruments internationaux, et en harmonisant, si possible, les systèmes existants de suivi et d'établissement de rapports.

3. Il convient de renforcer les capacités institutionnelles, techniques et humaines au niveau national pour pouvoir faire un suivi périodique de l'état des forêts afin de mesurer l'efficacité des politiques et de rendre compte des progrès réalisés dans la gestion durable des forêts, ainsi que de définir les domaines d'action prioritaires. Il convient d'intégrer les activités de suivi, d'évaluation et d'établissement de rapports dans les programmes forestiers nationaux. Les méthodes à employer pour renforcer les capacités nationales doivent être réalistes et économiques.

4. La coopération, la coordination et le partenariat entre les pays ainsi qu'entre les pays et les organisations faciliteraient la création de capacités. À cet égard, il convient que tous les pays accordent davantage d'importance aux programmes d'assistance financière et technique et au transfert de technologies visant à aider les pays en développement à renforcer leurs capacités d'analyse, de suivi et d'établissement de rapports.

5. Il faut aussi élaborer une meilleure interprétation commune des notions, définitions et termes clefs, aux échelons tant national qu'international, et améliorer la comparabilité des données pour permettre une agrégation aux niveaux régional et mondial. Cela aiderait les pays à répondre aux exigences diverses des instruments internationaux, des organisations multilatérales et à établir divers critères et indicateurs régionaux et internationaux en matière d'analyse et de suivi des forêts et d'établissement de rapports.

6. Les critères et indicateurs de gestion durable des forêts sont des instruments importants pour analyser et suivre l'état et l'évolution de tous les types de forêts et établir des rapports à ce sujet, ainsi que pour évaluer les progrès de la gestion durable des forêts. En intégrant les critères et indicateurs fournis par exemple dans le cadre des rapports nationaux volontaires à la Commission du développement durable, ainsi que de l'évaluation des ressources forestières mondiales effectuée par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), des rapports sur les programmes forestiers nationaux et du rapport sur l'état des forêts du monde, on pourrait constituer des bases de données utiles pour évaluer les progrès réalisés vers une gestion, une conservation et un aménagement durable de tous les types de forêts.

Propositions d'action

7. Le Forum a rappelé les propositions d'action du Groupe intergouvernemental spécial sur les forêts pertinent pour cet élément de programme (en particulier E/CN.17/1997/12, par. 17 g), 17 i), 70 e), 77 f), 78 b), 78 c), 115 a) et 115 b).

8. Le Forum a encouragé les pays à :

a) Établir des rapports nationaux sur la gestion, la conservation et le développement durable de tous les types de forêts en vue d'éventuelles synthèses internationales sur les forêts. [Il conviendrait de dégager des ressources financières additionnelles, tant nationales qu'internationales, pour renforcer les capacités et mettre en oeuvre les initiatives nationales en la matière];

b) Mettre largement à la disposition des décideurs et des groupes intéressés les renseignements liés aux forêts pour qu'ils puissent examiner et suivre les progrès réalisés dans la gestion durable des forêts, et en rendre compte, compte tenu de la

contribution importante que les administrations infranationales et les groupes intéressés peuvent apporter à l'évaluation et à la collecte de données;

c) Rendre compte de la mise en oeuvre des propositions d'action du Groupe intergouvernemental dans le cadre de l'établissement de leur rapport sur les forêts à l'intention de la huitième session de la Commission du développement durable, en tenant compte, s'il y a lieu, des méthodes employées pour évaluer la pertinence des propositions et priorités d'action, des organisations et des parties intéressées associées au processus, et en indiquant les progrès réalisés et les domaines dans lesquels de nouvelles initiatives pourraient être prises;

d) Continuer d'élaborer et d'appliquer, avec l'appui d'organisations internationales selon qu'il conviendra, des critères et indicateurs de gestion durable des forêts et de les employer pour analyser et suivre l'évolution de l'état des forêts au niveau national, ainsi que les progrès réalisés en matière de gestion, de conservation et de développement durable de tous les types de forêts, et pour en rendre compte;

e) Encourager la communauté des donateurs à aider les pays en développement à recueillir des renseignements nationaux et établir des rapports sur les forêts, en tenant compte du fait que ce sont là des activités coûteuses.

9. Le Forum a encouragé les organisations membres de l'Équipe spéciale interorganisations sur les forêts et les autres organisations internationales et régionales compétentes à consulter les pays au sujet de la collecte et de la synthèse de données nationales afin de promouvoir l'établissement de rapports précis et de faire en sorte que les pays vérifient les informations dont ils font la synthèse et fournir une rétroinformation efficace sur les résultats locaux de la collecte des données et de l'établissement de rapports, et mettre cette information largement à la disposition des décideurs et des groupes intéressés.

10. Le Forum a encouragé les pays, les organisations membres de l'Équipe spéciale et les autres organisations internationales et régionales compétentes à :

a) Mettre au point des canevas harmonisés, économiques et complets pour la collecte et la synthèse des données forestières nationales afin de répondre aux besoins divers des organisations et instruments internationaux en matière de données fiables et à jour. Il convient d'inclure des renseignements sur les critères et indicateurs pertinents pour la gestion durable des forêts, notamment des indicateurs sur les fonctions environnementales, sociales et économiques, comme les produits autres que le bois, les ressources et services forestiers et la compétitivité des produits de la forêt à l'échelon national et international, afin de faciliter la tâche des pays qui doivent présenter des rapports et l'actualisation et l'harmonisation de ces rapports;

b) Améliorer l'efficacité de la coordination et du partenariat au sein des pays et avec les organisations internationales et secrétariats d'instruments internationaux pour renforcer les capacités des pays en développement de recueillir, analyser, synthétiser et utiliser périodiquement et rapidement des données relatives à la gestion durable des forêts.